

Questions orales

L'hon. Pierre De Bané (ministre des Pêches et des Océans): Madame le Président, premièrement, permettez-moi tout d'abord de remercier l'honorable député de sa question, et deuxièmement, de rappeler les faits. Nous étions à la fin d'avril, c'est-à-dire que la saison de pêche était déjà bien amorcée lorsque le gouvernement du Québec a posé le premier geste en faveur des Pêcheurs-Unis en saisissant l'un de leurs actifs. On n'a pas besoin d'être grand clerc pour comprendre que dès qu'un créancier saisit, tous les autres vont faire de même le lendemain, et c'est devant ce geste négatif, pour ne pas dire peu charitable, que le gouvernement du Canada est intervenu dès le lendemain en communiquant avec tous les créanciers et en leur demandant de surseoir. Le gouvernement du Québec, comme on le sait, c'est le seul geste qu'il a posé en faveur des Pêcheurs-Unis, en saisissant comme un créancier qui représente à peine 5 p. 100 des créances impayées de Madelipêche. Je suis très heureux d'informer la Chambre que toutes les autres usines qui pouvaient être rouvertes l'ont été grâce à l'aide exclusive du gouvernement canadien. Il nous reste maintenant le cas de Madelipêche, et dès que j'aurai l'assurance qu'en posant un geste, je ne permettrai pas que le reste ferme également, ce problème sera réglé. Je dois penser à tous les problèmes des Pêcheurs-Unis et non pas à un créancier qui veut s'approprier un actif. Alors je suis heureux de dire à l'honorable député que les négociations vont bon train, et j'espère que très bientôt nous trouverons une réponse à Madelipêche qui ne mettra pas en danger toutes les autres usines qui sont ouvertes. Beaucoup de monde oublie que toutes . . .

Mme le Président: A l'ordre!

* * *

[Traduction]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE SOMMET DE WILLIAMSBURG—LA QUESTION DE RÉDUIRE LA MENACE DE LA GUERRE—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Douglas Roche (Edmonton-Sud): Madame le Président, je voudrais poser une question au premier ministre à propos du Sommet de Williamsburg.

D'après un nouveau sondage Gallup, 53 p. 100 des Canadiens croient que les tensions qui existent actuellement dans les relations américano-soviétiques risquent de déboucher sur une guerre mondiale. Aussi, le premier ministre peut-il dire ce que fera le gouvernement du Canada pour respecter une phrase clé du communiqué de Williamsburg:

Nous nous engageons à consacrer toutes nos ressources politiques à réduire la menace de la guerre.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, nous avons commencé à jouer ce rôle puisque la délégation canadienne à Williamsburg a essayé de faire comprendre à l'Union soviétique et aux démocraties industrielles que nous voulions des négociations sérieuses. Si le député songe à d'autres façons d'assumer ce rôle, j'écouterai bien volontiers ses suggestions.

M. Roche: J'accepte l'offre du premier ministre.

LE RAPPORT DE LA COMMISSION PALME

M. Douglas Roche (Edmonton-Sud): Madame le Président, pendant les entretiens sur les armes qui se sont tenus au Sommet de Williamsburg, est-ce qu'on a envisagé de se baser sur le rapport très important de la Commission Palme pour faire un compromis sur l'armement nucléaire? Le premier ministre sait que le rapport de la Commission Palme a été signé par les représentants de l'Union soviétique, des États-Unis et des pays du tiers monde. Le Sommet a-t-il étudié notamment le passage où la commission insiste pour qu'une entente américano-soviétique soit conclue pour maintenir les forces nucléaires de portée moyenne à un niveau qui obligera l'OTAN à renoncer à établir de nouveaux missiles de portée moyenne en Europe?

Enfin, le premier ministre acceptera-t-il l'invitation que lui a lancé dernièrement le secrétaire Andropov et ira-t-il à Moscou? Profitera-t-il de l'occasion pour parler au gouvernement soviétique du front commun du Sommet économique de Williamsburg?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, on ne risque guère de se tromper en supposant que le secrétaire Andropov a été informé du message rédigé à Williamsburg. Si ce n'est toutefois pas suffisant, on sait que le chancelier Kohl de la République fédérale d'Allemagne ira voir le secrétaire Andropov le 5 juillet. Je suis certain que s'il fallait insister sur le sérieux de nos intentions, le chancelier Kohl parlerait de ce qui s'est passé à Williamsburg.

● (1450)

Pour en revenir à la détermination politique, le député a certainement entendu ma réponse à une question précédente; j'ai dit que j'espérais que la conférence sur le désarmement en Europe dont il est question à la conférence de Madrid se tiendra avant le mois de décembre, voire dès le mois de novembre, mais cela dépendra évidemment des pays participant à la conférence de Madrid.

* * *

L'ÉDUCATION

LA MODIFICATION DE LA LOI CANADIENNE SUR LES PRÊTS AUX ÉTUDIANTS

M. Walter McLean (Waterloo): Madame le Président, j'ai une question à poser au secrétaire d'État. Le vendredi 18 mars, le ministre a annoncé que le gouvernement allait modifier la loi canadienne sur les prêts aux étudiants. Ces modifications, disait-il, permettraient de consentir des prêts garantis aux étudiants à temps partiel dans le besoin, d'appliquer un plan d'assistance-intérêts aux diplômés sans emploi, et de relever de \$56 à \$100 le plafond hebdomadaire des prêts étudiants. Le ministre disait espérer que le projet de loi viendrait sous peu, pour adoption rapide. Quand va-t-il nous être présenté?